

La Suisse dans l'économie mondiale [Rappard]

Autor(en): **J.M.**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **41 (1949)**

Heft 8

PDF erstellt am: **13.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

generale italiana del lavoro qui, dans son numéro du 10 août, a fait un grand effort pour donner de l'ampleur à ce deuxième congrès soufflé de la F.S.M. Ce qui pourrait entraîner quelques erreurs vénielles qu'on nous pardonnera bien volontiers.

De même on excusera le chroniqueur de ne pouvoir citer une seule résolution, un seul texte qui soit seulement d'ordre économique, social ou syndical. La politique s'insinue et submerge tout, même cette résolution pour la défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs. Le Plan Marshall, la loi Taft-Hartley, les leaders scissionnistes ne remplacent pas un programme cohérent, clair et précis. Ni même le dithyrambe habituel à l'U. R. S. S. Ce n'est pas notre faute si douze jours de congrès aboutissent à une prolixité vaine et sans espoir pour les travailleurs.

Vivement une nouvelle internationale syndicale, indépendante et libre, pour coordonner l'action constructive dans les diverses institutions internationales et les divers pays!

Lectures instructives

La Suisse dans l'économie mondiale

Sous ce titre, M. le professeur Rappard, professeur à l'Université de Genève et directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, publie dans l'éclectique *Revue économique franco-suisse* du mois de juillet une étude substantielle. Il détermine la nature et l'importance des principales importations et exportations de notre pays pour tirer ensuite des conclusions dignes de retenir l'attention des syndicalistes.

La première partie de cette étude montre que les importations de la Suisse atteignaient 4 milliards 999 millions de francs en 1948. Elles étaient divisées en trois groupes principaux, soit les denrées alimentaires qui représentaient 31,04% des importations totales, les matières premières 34,37% et les produits fabriqués 34,59%. Cette composition tripartite des importations est d'autant plus frappante, constate M. Rappard, que les produits fabriqués font plus de 90% des exportations totales. C'est là une des particularités de notre économie suisse dépendante de l'étranger non seulement pour une grande partie des denrées alimentaires de première nécessité et une beaucoup plus grande pour les matières premières, mais encore pour la vente de ses produits finis. On n'insistera jamais trop sur ce lourd handicap, qui fausse naturellement les déductions d'une certaine logique élémentaire. L'auteur analyse ensuite la provenance des importations et présente un vaste tableau d'ensemble qui lui inspire des réflexions que nous allons essayer de résumer

tant bien que mal. Pendant longtemps, le principal fournisseur de la Suisse était l'Allemagne. Sa politique impérialiste lui a fait perdre ce privilège. Mais cinq ans après la fin des hostilités, elle a déjà reconquis la cinquième place et continue à progresser. Au lendemain des deux guerres mondiales, ce sont les Etats-Unis qui prirent la tête, leurs exportations actuelles à destination de la Suisse étant plus du double que celles de son concurrent le plus rapproché, le Benelux (exactement 954 millions de francs suisses pour 397). La France, qui fut longtemps le deuxième fournisseur de notre pays, après l'Allemagne, n'occupe, depuis deux ans, que le troisième rang avec 391 millions. L'Argentine passe du onzième rang au début du siècle au quatrième en 1948. Mais, note M. Rappard, l'importance de ce pays de moins de vingt millions d'habitants comme ravitailleur de l'Europe est à la merci de circonstances accidentelles, d'ordre climatique ou politique, que ne connaissent guère les Etats-Unis. La provenance des importations de la Suisse montre aussi à quel point son économie est orientée vers l'ouest. La Tchécoslovaquie contribue à notre ravitaillement pour 147 millions en 1948, ce qui n'est pas mal, et la Russie pour 21 millions. C'est tout pour les démocraties orientales. Il convient de mentionner ici que ces deux pays ont acheté en Suisse, durant cette même année, respectivement pour 128 millions de francs et 69 millions. Sans doute aurions-nous intérêt à accentuer ces échanges réciproques, mais cela ne tient pas à notre seule volonté probablement! M. Rappard note encore l'état de dépendance où ces deux grandes guerres ont plongé le vieux monde à l'égard du nouveau. Alors qu'au début du siècle la Suisse tirait 86,3% de ses importations de l'Europe, après des hauts et des bas, ce n'était plus que 54,7% en 1948. « Aujourd'hui, la Suisse, malgré sa situation essentiellement continentale, tire presque la moitié de ses importations d'outre-mer, d'au-delà de ces mers auxquelles elle n'a pas même d'accès direct. Cette circonstance à elle seule ne suffirait-elle pas à faire comprendre ses réticences en face de tous les projets d'union strictement européenne? » Peut-être, mais beaucoup moins ses réticences à l'égard de la Charte du commerce et de l'emploi, qui se propose d'ordonner justement le commerce mondial dont dépend en définitive la prospérité de notre pays à l'avenir.

Puis, sur le même schéma, M. Rappard passe à l'analyse des exportations durant l'année 1948. Elles atteignirent au total 3 milliards 434 546 360 fr., dont 3 152 990 690 fr. — c'est-à-dire le 90%, comme nous l'avons vu déjà — représentent les produits fabriqués! Les Etats-Unis viennent aussi au premier rang des pays destinataires, avec 456 millions, dont 267 millions pour la seule horlogerie, suivis par le Benelux 349 millions, la France 329 millions, l'Italie 227 millions, les Pays-Bas 201 millions, la Grande-Bretagne 139 millions, etc. Ce renversement dans l'ordre d'importance de nos clients devrait inciter les serviteurs d'un certain régime politique

à modérer leur campagne d'excitation contre un pays qui assure tout de même l'écoulement d'une partie appréciable de notre industrie de précision, considérée comme superflue dans les pays totalitaires parce que hors des moyens de leurs peuples privilégiés dans la doctrine, mais non pas dans la vie. Il est intéressant d'ailleurs de reproduire ce tableau suggestif des

Exportations de Suisse

(En millions de francs suisses)

	1892	1900	1910	1920	1930	1940	1948
Industries textiles . . .	366	435	573	1 570	494	157	457
Industries métallurgiques	28	61	109	407	354	358	1 225
Horlogerie	36	120	147	326	234	214	743
Industries chimiques . .	18	29	52	309	155	296	602
Exportations totales	658	836	1 196	3 277	1 762	1 316	3 434

Cette analyse, dont nous n'avons naturellement donné que quelques reflets, inspire à M. Rappard quelques autres observations. L'Allemagne, depuis l'origine de la statistique commerciale moderne meilleur client de la Suisse, subit une éclipse presque totale à la suite de la seconde guerre mondiale. Mais, dès l'an dernier, les commandes affluent de nouveau d'outre-Rhin, si bien que ce pays remonte au troisième rang en avril et mai 1949. D'autre part, l'avance des Etats-Unis est heureuse puisqu'elle nous vaut un crédit annuel en dollars équivalant environ à 400 millions de francs suisses. « On peut dire que si la Suisse a eu le bonheur de pouvoir se passer d'aide Marshall, c'est en première ligne à ses horlogers qu'elle le doit. Mais quelque forte que soit la position de l'horlogerie helvétique sur le marché du monde, il serait rassurant pour elle et pour le pays tout entier si sa prospérité cessait d'être aussi fortement dépendante d'un seul client extérieur et si, d'autre part, ce client se montrait plus avide aussi d'autres produits suisses. La France, pendant des siècles le principal débouché de l'industrie des cantons helvétiques, s'est en général, depuis l'unification politique de l'Allemagne, contentée de la seconde place. Si malgré l'éclipse germanique elle ne vient aujourd'hui qu'en troisième rang, cela est dû à des circonstances particulières et dont l'opinion suisse est unanime à espérer qu'elles ne seront que passagères. Quant à la Grande-Bretagne, c'est le partenaire commercial de notre pays dont la guerre et la politique d'austérité qu'elle s'est imposée depuis ont le plus gravement modifié la position. Autrefois, le Royaume-Uni occupait en général le second rang parmi les marchés de notre pays. C'était la seule grande puissance avec qui notre balance commerciale fût normalement active. Aujourd'hui, tout en étant devenue un de nos principaux fournisseurs, la Grande-Bretagne est tombée au sixième rang parmi nos clients. Aussi, d'active, notre balance commerciale avec elle est-elle devenue très lourdement passive. » Cela s'explique

par les difficultés économiques qu'elle traverse actuellement et par les immenses sacrifices qu'elle a consentis sur l'autel de la civilisation. Personne ne doit l'oublier. Comme le tableau général des importations, celui des exportations atteste le caractère essentiellement occidental de son commerce extérieur. Enfin, M. Rappard constate que la guerre a opéré un véritable bouleversement dans ses débouchés. « Alors qu'avant 1938 les trois quarts environ des exportations helvétiques ne franchissaient pas les mers, cette proportion est tombée à moins de la moitié en 1945. Elle ne dépasse pas aujourd'hui 60%. Si l'on tient compte du déséquilibre intercontinental qui caractérise notre époque, de l'enrichissement du Nouveau-Monde et de l'appauvrissement de l'Ancien, tout fait penser que les industries de la Suisse trouveront à l'avenir des acheteurs mieux disposés et plus aptes à en acquérir les produits de qualité au delà des mers qu'en deçà. »

Après avoir fait la constatation que la Suisse doit importer pour vivre et exporter pour importer, montré aussi que l'autarcie économique serait pour elle synonyme de famine, de chômage et de mort, appelé la renaissance d'une Europe où les politiques nationales deviendront libérales et fraternelles, M. Rappard conclut : « Lorsque viendra le jour où tous les ennemis éventuels sur notre continent seront disposés à fondre leurs souverainetés nationales dans une seule et même fédération européenne, je suis sûr que la Suisse ne manquera pas à l'appel. Mais, en attendant ce jour, qui paraît, hélas, beaucoup plus lointain aujourd'hui qu'il y a une génération, notre pays poursuivra sa route libre mais non pas solitaire. Il est ardemment désireux de cultiver l'amitié de tous. Mais il est plus attentif à servir l'intérêt général et son intérêt propre par une politique de collaboration effective et fructueuse que par sa participation à de stériles effusions ou à des efforts fragmentaires, générateurs de dangereuses désillusions. »

Comme la démonstration éclatante de la dépendance économique de notre pays à l'égard de l'étranger — c'est-à-dire aussi de l'Europe — a été faite par l'auteur de cette étude substantielle des moyens de la Suisse, nous nous permettons de souhaiter ardemment que les quelques hommes qui tiennent en leurs mains ses destinées n'entravent pas en tout cas l'action volontaire de ceux qui prétendent sauver le continent en unissant étroitement les différentes nations qui le compose. Nous avons aussi le plus grand intérêt à cette union, car nous faisons partie du bloc européen, que cela nous plaise ou non. Il faut d'ailleurs admirer la clairvoyance des autorités américaines qui poussent à cette union protectrice, même si certains intérêts économiques la justifient. Les rapports entre les hommes comme entre les pays ne sont-ils pas une conjonction plus ou moins harmonieuse d'intérêts?

J. M.